

# LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Pragmatisme ou analyse ? :  
lorsque la politique et la sociologie se  
rencontrent. Entretiens mis en forme.

Dans Echos de Saint-Maurice, 1998, tome 93b, p. 42-48

© Abbaye de Saint-Maurice 2014

# *Pragmatisme ou analyse?*

*Lorsque la politique et la sociologie se rencontrent*

*entretiens mis en forme  
par Benjamin Roudit*

Soucieux de diversifier notre approche de la politique, nous avons demandé à MM. Jean-Jacques Rey-Bellet et Uli Windisch de se prêter au jeu des questions. Conseiller d'Etat PDC depuis mars 1997, M. Rey-Bellet est responsable du Département des Transports, Equipement et Environnement. En 1999, il exercera la présidence du gouvernement valaisan. Professeur de sociologie à l'Université de Genève, M. Windisch est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages dans plusieurs domaines de recherche, dont celui de la communication politique. Dans une optique comparative, les questions seront en partie semblables à celles précédemment posées à MM. Lavanchy, Meizoz et Revaz.

## **1. Quand êtes-vous entré en politique? Quels sont les facteurs qui vous ont déterminé à en faire?<sup>(1)</sup>**

**J.-J. Rey-Bellet:** C'est en 1966, âgé de 16 ans, que je suis entré dans les Jeunesses Démocratiques Chrétiennes de Saint-Maurice. En fait, ma véritable entrée dans la politique date de 1976, lors de mon élection au Conseil général de Saint-Maurice. Sans vouloir idéaliser cette période, je dirais que le motif principal de mon engagement était de «faire quelque chose ensemble», de montrer qu'on pouvait faire quelque chose en entrant dans le monde adulte. Ainsi les notions d'amitié, d'équipe et surtout de curiosité me paraissaient prépondérantes.

<sup>1</sup> Pour des raisons évidentes, les questions n° 1 et 3 n'ont été adressées qu'à M. Rey-Bellet.

**2. L'intérêt que les jeunes portent à la politique est généralement faible. D'après vous, d'où vient ce désintérêt? Que proposez-vous pour remédier à cet état de choses?**

**J.-J. Rey-Bellet:** Il est évident que la politique, le fonctionnement de la collectivité ne sont pas les préoccupations prioritaires des jeunes. La jeunesse est l'âge où l'on se construit: la formation (ex. le collège) et l'expérience de l'autre (ex. les relations) contribuent à la construction de la personne. Ainsi la formation de soi est bien plus importante à cet âge que le désir d'organiser la société. Cet état de choses me paraît naturel et on ne peut guère le changer. On peut seulement essayer d'ouvrir les jeunes aux relations interpersonnelles, d'élargir leur horizon en leur communiquant un message à la fois simplifié et passionné.

**U. Windisch:** Il faut renverser le problème: ce ne sont pas les jeunes qui se désintéressent de la politique, mais c'est la politique qui s'est modifiée.

Précisons d'abord que les gens votent moins selon une appartenance politique ou héréditaire. Si hérédité il y a, on peut considérer que l'infidélité est plus grande. Ainsi dans le passé, on suivait les mots d'ordre des partis. Or, aujourd'hui, la politique se discute plus, les affrontements et les débats jouent un plus grand rôle. Ainsi les acteurs et les individus peuvent se déterminer plus aisément, ce qui rend encore plus importante la communication politique.

Mais qu'est-ce que la politique? Ce n'est pas voter pour le député du coin! Pour les jeunes, c'est s'ouvrir, s'informer, s'intéresser au monde. Donc, si l'on parle de désintérêt, c'est par rapport à une politique classique, passiviste, pessimiste.

Prenons l'exemple de la démocratie directe: elle est essentielle même si seuls 20 à 30 % des votants s'expriment. En réalité ce pourcentage est énorme en regard de l'importance de certains projets comme, par exemple, la proposition, dans une ville, de restaurer un bâtiment public. Cet exemple nous permet de remarquer que derrière la politique, il y a toujours des enjeux. D'où l'impression que les débats s'enveniment souvent et deviennent véhéments (être pour ou contre l'avortement, par exemple). Or cela n'est pas gênant et n'entraîne pas nécessairement le totalitarisme; c'est plutôt le signe de quelque chose de vital pour les gens, surtout lorsqu'il y a changement, évolution.

En conclusion, c'est le point de vue de l'analyste, lorsqu'on parle de désintérêt en politique, il faut analyser sur le long terme. Parfois, on y découvre même une certaine effervescence qui est en soi normale: on ne discute pas de problèmes vitaux tranquillement au coin du feu !

**3. Dans son ouvrage *La Suisse, clichés, délire, réalité*, M. Uli Windisch adresse au conseil fédéral, et par extension aux personnalités politiques de notre pays, ce message: «Communiquez au lieu d'informer!». Partagez-vous ce regard critique sur notre politique?**

**J.-J. Rey-Bellet:** Ce qui est gênant avec ce slogan, c'est qu'il oublie la nécessité de donner *toute* l'information lorsqu'on communique, c'est-à-dire lorsqu'on met en commun des idées. Lorsque l'information est partielle, cette mise en commun risque d'être partiale. Ainsi, par exemple, si je suis un partisan du *numerus clausus* dans les universités et que j'engage avec les étudiants un débat sur les structures universitaires, je ne pourrai m'empêcher d'orienter la communication. Certes, on ne peut se contenter de distiller des informations comme des dates ou des batailles en histoire sans laisser une possibilité d'action. Cependant l'information des faits est indispensable et je dirais qu'«il faut communiquer en plus d'informer».

**4. Si l'on accepte l'idée qu'il faut avoir une ligne politique claire pour s'engager politiquement pensez-vous qu'il existe un âge idéal pour cela ? Faut-il s'engager tôt en politique ou au contraire accumuler quelques années d'expérience professionnelle et humaine pour être mieux en mesure de faire des choix judicieux?**

**J.-J. Rey-Bellet:** Qu'est-ce que s'engager en politique? Pour moi, il s'agit tout d'abord de s'intéresser à la chose publique, puis de s'investir. La première démarche doit se faire le plus tôt possible. Comment en effet exercer son droit de vote à 18 ans si on ne s'y est pas déjà intéressé auparavant? Bien sûr cela exige un sens critique et pour s'intéresser à la politique, il ne suffit pas de lire les journaux, qui se contentent de nous servir des communications ponctuelles dans une «bouillie médiatique» ! Quant à la seconde étape, impliquant des actions et du temps disponible, elle se conçoit forcément plus tard.

**U. Windisch:** Je parlerai de la «montée des profanes», par opposition aux analystes, experts et autres spécialistes.

Le peuple n'est pas ignorant, passif. Il a les ressources pour intervenir sur des sujets qui le concernent. Je trouve ainsi absurde la critique de la démocratie directe par des gens soi-disant compétents. Le problème se situe plutôt dans la communication: beaucoup de gens se dévouent en politique - il ne faut pas toujours y voir des intérêts économiques,

financiers ou autres - et passent énormément de temps à chercher des solutions, mais pas assez pour les expliquer au peuple. Or communiquer politiquement, c'est expliciter les enjeux derrière un problème qui arrive en votation, c'est définir la situation et le point de vue des défenseurs et des opposants du projet: «voilà ce qu'ils pensent, voilà ce que nous pensons». Nous remarquons ainsi que chaque problème fait l'objet d'une vision différente par les spécialistes, la presse ou le peuple.

Prenons l'exemple du vote divergent entre la Suisse allemande et la Suisse romande au sujet de l'entrée de notre pays dans l'Europe. La presse annonça à grands éclats que la Suisse allait éclater! Or, c'est absurde, car s'il y a divergence, on doit pouvoir en discuter et se rappeler nos points communs: une culture politique commune, un esprit de tolérance (même au sein de luttes locales), le principe de subsidiarité, la démocratie directe. Ces droits sont d'ailleurs essentiels dans une époque où l'esprit est à la participation (notez l'intérêt actuel des Français pour le référendum constitutionnel populaire). Même en cas d'entrée de la Suisse dans l'Union européenne et d'une limitation partielle de la démocratie directe, le principe essentiel restera: «on a son mot à dire». L'on peut même affirmer que s'il n'y a pas de grands problèmes dans notre pays, c'est grâce à la démocratie directe: on sait qu'on marche toujours «avec» le peuple.

Aux politiques, je dirais: faites plus de politique, c'est-à-dire définissez les priorités, selon l'agenda politique de la population et non du vôtre, et communiquez. Aux jeunes: cette politique n'exige pas d'âge d'entrée ni une longue expérience.

## ***5. Que pensez-vous de la politique de proximité? Comment motiver des gens pour exercer une activité politique sur le plan local?***

**J.-J. Rey-Bellet:** La politique locale permet l'apprentissage «sur le tas». Si l'on considère que la politique est un métier que tous les citoyens sont appelés à exercer, la politique de proximité se veut concrète, immédiate, plus gratifiante. Il n'est pas nécessaire d'agir pendant vingt ans pour être efficace! Mon parcours au sein des JDC de St-Maurice, puis des JDC du district que nous avons créées, m'a démontré qu'il n'est pas nécessaire de glaner beaucoup d'informations pour agir en politique locale. En 1970, par exemple, nous avons réussi, grâce à une pétition, à obtenir la fermeture de la Grande Rue aux véhicules.

Deux remarques cependant: d'une part la politique de proximité ne doit pas être une fin en soi et ne servir qu'à régler des problèmes

techniques (il convient de réfléchir sur le fonctionnement lui-même des institutions locales), d'autre part il faut apprendre aux gens à éviter la calomnie, forme d'assassinat politique. Le fait de rester sans cesse sous l'œil de la collectivité dissuade souvent les gens de s'engager dans la politique locale. Or, c'est justement le lieu où il faut le plus intéresser et communiquer, à plus forte raison, car les gens connaissent le sujet.

**U. Windisch:** Mais, le Valais donne la réponse! Vous savez très bien que les différents niveaux ne s'opposent pas. On peut être patriote communal, cantonal, fédéral, européen. On peut même affirmer que plus on a une identité locale forte, plus on peut aller vers d'autres idées. La politique locale est un phénomène social total: tout est politique dans une commune. Ceci n'a rien de péjoratif. Même la lutte des clans n'est pas une idiotie: c'est une manière de structurer la société par des groupements solides qui constituent des réseaux de solidarité exemplaire qu'on ne retrouve pas aux autres niveaux. On serait même en avance sur le temps puisqu'on dit que les idéologies sont dépassées!

Certes les jeunes s'intéressent à des sujets plus urgents, vitaux; cependant leur activité dans la vie locale est déjà politique en soi. Si l'on considère en effet que la vie politique, c'est exercer la citoyenneté, c'est-à-dire participer à la vie collective d'une société, alors tous les jeunes y participent par leurs activités (culturelles, sportives,...). Méfions-nous de l'étroitesse des termes!

**6. Notre monde politique est constitué de différents partis auxquels sont presque tenus de s'associer les personnes qui entendent jouer un rôle politique.**

**Ne pensez-vous pas que cette situation peut avoir un effet dissuasif notamment auprès des jeunes tentés de s'engager politiquement?**

**J.-J. Rey-Bellet:** A mon sens, cet effet dissuasif est créé par les médias. Il ne faut pas oublier qu'un parti est tout d'abord une équipe. Lorsqu'on fait de la montagne ou du football, on le fait en équipe: le but, l'itinéraire ou la stratégie sont discutés ensemble. Il en va de même pour la politique. Jouer «seul» en politique va à rencontre des activités humaines; la réflexion doit se faire à plusieurs.

**U. Windisch:** Les partis constituent une forme indispensable d'organisation de la société; ce sont des acteurs clefs de la vie politique. D'ailleurs, souvent, des groupements de défense d'intérêts deviennent

des partis (exemple: féministes, écologistes,...). Dire que les partis sont dépassés est aussi absurde que dire aujourd'hui que le nationalisme est dépassé: les nations existent toujours même au sein de l'Union européenne! Il faut penser par inclusion, plutôt que par dichotomie.

Cependant, il est nécessaire que les partis s'adaptent à l'évolution de la politique, marquée, comme je l'ai dit plus haut, par la montée des profanes et l'engagement de mouvements sociaux sur des problèmes spécifiques.

Quant à l'engagement politique, il faut noter que beaucoup de gens entrent en politique sans le savoir effectivement, ne serait-ce déjà qu'en la critiquant et en proposant de faire autrement. L'homme est un animal politique. Je ne crois pas que quelqu'un d'apolitique puisse exister. Il est d'ailleurs stupide de parler du «Neinsager»: cette étiquette n'existe nulle part. Bien sûr, le terme d'engagement fait peur, décourage certains, ceux-là même qui se battent pour des problèmes vitaux.

## ***7. Que pensez-vous globalement de la société occidentale qui est la nôtre? Etes-vous plutôt optimiste ou pessimiste quant à son évolution actuelle?***

**J.-J. Rey-Bellet:** Je vais vous adresser une réponse de normand: ce n'est jamais tranché, car cela dépend des multiples aspects et domaines de la société. Le principal point positif que je retiens est le fait que l'organisation de la société tend à prendre en compte un maximum de besoins des personnes. La solidarité sociale, ayant pris le relais des solidarités personnelles, semble meilleure qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Je repère cependant deux évolutions négatives: la primauté des lois du marché dans la société et une notion de tolérance exagérée qui débouche sur le refus d'une solution, voire d'un changement. Les débats sur l'avortement ou la drogue sont à ce sujet éloquents. Veillons à ce que cela n'entraîne pas une baisse de solidarité, maintenant ou plus tard, chez les jeunes.

Optimiste? Oui, je le suis, comme tout homme politique qui pense pouvoir encore améliorer notre société, sans quoi j'aurais déjà baissé les bras!

**U. Windisch:** C'est le communisme qui s'est effondré et non notre civilisation occidentale! Notre civilisation connaît une période favorable, même si l'histoire européenne a connu les pires systèmes politiques (totalitarismes, communisme): notre génération n'a pas connu la guerre. Certes, c'est une utopie de croire en une société sans

problèmes. Cependant, certaines évolutions ont été surprenantes, à l'image du rapprochement franco-allemand au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Ce constat est surtout valable pour l'Europe de l'Ouest qui, dans une phase remarquable, donne ce qu'il y a de meilleur dans notre type de civilisation. Quant à l'Europe de l'Est, j'espère qu'elle ne connaîtra pas les problèmes et les conflits qu'a connus l'Ouest il y a 50 ans! Je pense bien évidemment à la crise yougoslave qui est, à mon sens, un problème spécifiquement militaire. N'oublions pas que la sécurité doit être à long terme assurée en Europe de l'Est et que certains problèmes se résoudreont militairement et non politiquement.

**8. Quel clin d'œil pourriez-vous adresser aux jeunes, et plus particulièrement aux étudiants de Saint-Maurice, sur le thème de la politique?**

**J.-J. Rey-Bellet:** Ne soyez pas hors du monde: utilisez les politiques! Servez-vous des politiques, car ils ne servent à quelque chose que si on s'en sert. Faites-les venir, non pas pour vous donner des leçons, mais pour communiquer.

En conclusion: «Informez-vous et communiquez avec les politiques!»

**U. Windisch:** On cherche à vous déprimer en vous présentant un avenir incertain comme un «prêt-à-penser». Or jamais les possibilités n'ont été aussi nombreuses. Le taux de chômage n'est pas si énorme et les perspectives économiques peuvent changer. De plus, vous avez l'énergie de la jeunesse! Soyez mobiles, apprenez les langues! Dans toute société, il y a un côté sombre et un côté lumière. Or notre société n'est pas un désert mortifère; ce n'est pas elle qui est malade, mais le discours de certains adultes qui vous inculquent un pessimisme absurde au lieu de vous encourager.

Rappelez-vous: «la montée des profanes»!